

**AGIRFASE**

Association Gestionnaire de l'Institut de Recherche et de Formation à l'Action Sociale de l'Essonne

15, les Terrasses de l'Agora  
91000 EVRY

SIRET : 383 620 390 000 39 – APE : 8559A

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Association AGIRFASE  
SIRET : 383 620 390 000 39  
15, les Terrasses de l'Agora  
91000 EVRY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'assemblée générale de l'association AGIRFASE,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGIRFASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note « Créances » de l'annexe aux comptes annuels évoque les modalités de dépréciation des créances clients. Au titre des règles et méthodes comptables, nous avons apprécié les éléments pris en compte par l'association pour les estimations des valeurs d'inventaires et revu la documentation produite. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère raisonnable des modalités retenues pour leur évaluation.
- Les notes « Chiffres d'affaires » et « Subventions d'exploitation » exposent les modalités de rattachement de ces produits à l'exercice. Nous avons vérifié la correcte application des principes comptables et vérifié que l'annexe communique une information pertinente.
- La note « Provisions pour risques et charges » de l'annexe détaille par nature ces provisions et expose les modalités d'évaluation retenues. Nous nous sommes assurés de la correcte estimation de ces passifs au regard des hypothèses appliquées.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes,

- il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 8 juillet 2025



Manuel Navarro  
Le Commissaire aux Comptes  
Représentant de la société MVN | CC

## BILAN ACTIF

			Note	Exercice N, clos le : 31/12/2024			31/12/2023		
				Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4		
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	31	122 375	122 375				
		Frais de recherche et de développement							
		Donations temporaires d'usufruit							
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
		Immobilisations incorporelles en cours							
		Avances et acomptes							
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains		200 184		200 184			
		Constructions		853 386	9 343	844 043	45 206		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels		705 326	578 230	127 096	105 156		
		Immobilisations corporelles en-cours							
Avances et acomptes									
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés									
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées								
	Autres titres immobilisés								
	Prêts						119 564	119 564	125 174
	Autres immobilisations financières						11 765	11 765	151 295
Total (I)			2 012 600	709 948	1 302 652	426 831			
ACTIF CIRCULANT	Stocks en cours		32						
	CRÉANCES	Créances clients, usagers et comptes rattachés	34	999 115	85 418	913 697	784 642		
		Créances reçues par legs ou donations							
		Autres créances		742 996	742 996	403 564			
	DIVERS	V.M.P	35						
		Instruments de trésorerie							
Disponibilités		1 920 963						1 920 963	2 821 024
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance		36	66 879		66 879	65 048		
	Total (II)			3 729 953	85 418	3 644 535	4 074 278		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)		36						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)								
	Ecart de conversion actif (V)								
	TOTAL GENERAL (I à V)			5 742 553	795 367	4 947 187	4 501 109		

## BILAN PASSIF

		Note	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Autres		268 002	268 002
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Autres			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves	40		
	Réserves statutaires ou contractuelles		335 388	335 388
	Réserves pour projet de l'entité		1 637 998	1 078 145
	Autres		22 867	22 867
	Report à nouveau			
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		18 508	559 853
	<b>Situation nette (sous total)</b>		2 282 763	2 264 255
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissements		697 955	158 659
	Provisions réglementées			
	<b>Total (I)</b>		<b>2 980 719</b>	<b>2 422 915</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	Fonds reportés liés aux legs ou donations	41		
	Fonds dédiés			
	<b>Total (II)</b>			
<b>PROVISIONS</b>	Provisions pour risques	42	648 350	431 606
	Provisions pour charges		509 058	482 540
	<b>Total (III)</b>		<b>1 157 408</b>	<b>914 146</b>
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 968	3 809
	Emprunts et dettes financières divers		77 353	117 371
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		185 624	488 772
	Dettes des legs ou donations	43		
	Dettes fiscales et sociales		381 387	287 915
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		51 448	93 564
	Instruments de trésorerie			
Comptes régul.	Produits constatés d'avance	44	109 281	172 618
	<b>Total (IV)</b>		<b>809 060</b>	<b>1 164 049</b>
	Ecarts de conversion passif (V)	44		
	<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>		<b>4 947 187</b>	<b>4 501 109</b>

## COMPTE DE RESULTAT

		Note	31/12/2024	31/12/2023
	Nombre de mois de la période		12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		60	75
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature )			
	Ventes de prestations de service ( dont parrainages )		2 471 777	2 494 694
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics et subventions d'exploitation		3 119 317	2 992 848
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels	50		
	Mécénats			
	Legs, donations et assurances-vie			
	Contributions financières			
	Autres			
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		71 806	109 690
	Utilisations des fonds dédiés			
	Autres produits		156	144
Total des produits d'exploitation (I)			5 663 116	5 597 450
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes		1 506 133	1 386 245
	Aides financières			
	Impôts, taxes et versements assimilés		134 734	53 992
	Salaires et traitements	51	2 612 220	2 315 756
	Charges sociales		1 068 877	931 261
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		72 373	50 212
	Dotations aux provisions		315 067	424 185
	Reports en fonds dédiés			
	Autres charges		24 283	1 435
	Total des charges d'exploitation (II)		5 733 687	5 163 085
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			-70 572	434 365
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		94 625	51 023
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés	53	5 116	21 712
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
	Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers (III)			99 741	72 735
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées	54	1 272	1 503
	Différences négatives de change			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des charges financières (IV)			1 272	1 503
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)			98 470	71 232
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)			27 898	505 597



**COMPTE DE RESULTAT**

		Note	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		610	2 800
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	55	33 098	72 885
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
	<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>		<b>33 707</b>	<b>75 685</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			21 429
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	56		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>			<b>21 429</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>			<b>33 707</b>	<b>54 256</b>
(VII)	Participation des salariés aux résultats	57		
(VIII)	Impôts sur les bénéfices	58	43 097	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>			<b>5 796 564</b>	<b>5 745 870</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>			<b>5 778 056</b>	<b>5 186 018</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>			<b>18 508</b>	<b>559 853</b>

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits	Bénévolats			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	<b>Total</b>			
Charges	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
	Personnel bénévole			
	Prestations en nature			
	<b>Total</b>			

**Annexe**

## **Note 20 - Principes, règles et méthodes comptables**

### **Généralités sur les règles comptables**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, et par le règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, cela n'a pas eu d'impact significatif au niveau de la présentation des comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation.
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus ou à leur coût de production.

### **Amortissements**

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée d'utilisation prévue des immobilisations. Après examen du fichier des immobilisations, il a été constaté que les composants identifiés, ne présentent ni une valeur significative ni une durée d'amortissement sensiblement différente de celle de l'immobilisation principale. De ce fait il n'a pas été procédé à une décomposition des immobilisations.

### **Subventions d'investissements**

Les subventions d'investissements, comptabilisées dans les fonds propres de l'association, sont virées au résultat au même rythme que les amortissements des biens subventionnés.

Il subsiste dans les comptes un montant de subvention à recevoir de 726 477 €.

Il a ainsi été comptabilisé en produit, au niveau du résultat exceptionnel, une quote-part de subvention d'investissements d'un montant de 33 098 €.

### **Cession immeuble en 2018, crédit-bail de 2018 à 2024, levée option immeuble en 2024**

Au 31/12/2018, l'immeuble détenu avait été cédé pour un prix de 1 450 000 euros. Compte-tenu des amortissements pratiqués sur l'année 2018 pour 135 000 euros sur les 1 500 000 € de valeur réévaluée, cette cession a dégagé une plus-value de 85 000 euros en 2018. Pour mémoire, l'écart de réévaluation sur cet immeuble enregistré en 2017 d'un montant de 504 762 € a été affecté lors de cette cession à hauteur de 50 000 euros en fonds associations, et le solde en réserves".

Cet immeuble a dans le même temps fait l'objet d'un contrat de crédit-bail sur une durée initiale de 15 ans, le montant du loyer trimestriel s'élevant à 29 811 euros, et si tous les loyers étaient bien remboursés le prix de vente à la fin des 15 ans serait de 1 euro. Le total des loyers sur 15 ans est d'un montant total de 1 788 663 euros.

L'immeuble a fait l'objet d'une levée d'option le 19 décembre 2024 pour un prix de 1 000 921 euros.

Il a été versé par l'AGIRFASE en 2018 au crédit-bailleur une avance preneur de 200 000 euros, qui devait être remboursé sur une durée de 15 ans, le montant du remboursement trimestriel est de 3 895 euros, dont une partie constitue des intérêts. Le solde de cette avance était de 140 044 euros au 31/12/2023, puis 127 307 euros au moment de la levée d'option en décembre 2024, ce montant a été imputée sur le prix de la levée d'option, l'avance preneur est donc soldée au 31/12/2024.

Les frais occasionnés par cette cession et la mise en place du contrat de crédit-bail, ont été mis à la charge de l'AGIRFASE pour un montant de 39 681 euros en 2018 (38 601 euros comptabilisés en frais d'actes, 1 080 euros en charges dues au syndic).

Il y a eu comptabilisé en 2019 pour ce contrat de crédit-bail : 119 694 euros de charge de loyers, 109 435 euros de charges locatives, 4 107 euros de produits financiers.

Il y a eu comptabilisé en 2020 pour ce contrat de crédit-bail : 119 694 euros de charge de loyers, 103 103 euros de charges locatives, 3 865 euros de produits financiers.

Il y a eu comptabilisé en 2021 pour ce contrat de crédit-bail : 119 704 euros de charge de loyers, 102 200 euros de charges locatives, 3 617 euros de produits financiers.

Il y a eu comptabilisé en 2022 pour ce contrat de crédit-bail : 119 704 euros de charge de loyers, 128 051 euros de charges locatives, 3 364 euros de produits financiers.

Il y a eu comptabilisé en 2023 pour ce contrat de crédit-bail : 119 704 euros de charge de loyers, 122 242 euros de charges locatives, 3 105 euros de produits financiers.

Il y a eu comptabilisé en 2024 pour ce contrat de crédit-bail : 119 704 euros de charge de loyers, 162 071 euros de charges locatives, 3 105 euros de produits financiers.

Lors de la levée d'option en décembre 2024, il a été pris en charges les frais liés à cette levée d'option : 66 641 euros de droits d'enregistrement, 10 812 euros d'honoraires du notaires, 10 587 euros de frais d'actes.

Le prix de la levée d'option de l'immeuble en date du 19/12/2024, de 1 000 921 €, a été réparti comptablement de la manière suivante :

200 184 € en terrain (non amortissable)

480 442 € en gros oeuvre (amortissable sur 40 ans)

80 074 € en facade/etancheité (amortissable sur 20 ans)

120 111 € en installations générales et techniques (amortissable sur 15 ans)

120 111 € en agencements (amortissable sur 15 ans)

**Note 31 - Immobilisations****Mouvements des immobilisations brutes**

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	122 375			122 375
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>	<b>122 375</b>			<b>122 375</b>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains		200 184		200 184
- Constructions	52 649	800 737		853 386
- Installations techniques, matériel outillage industriels	976 702	85 557	356 933	705 326
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Total</b>	<b>1 029 351</b>	<b>1 086 478</b>	<b>356 933</b>	<b>1 758 896</b>
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations et créances rattachées				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts	125 174		5 610	119 564
- Autres immobilisations financières	151 295	513	140 043	11 765
- Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
<b>Total</b>	<b>276 469</b>	<b>513</b>	<b>145 653</b>	<b>131 329</b>
<b>Total général</b>	<b>1 428 195</b>	<b>1 086 991</b>	<b>502 586</b>	<b>2 012 600</b>

**Mouvements des amortissements**

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	122 375			122 375
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>	<b>122 375</b>			<b>122 375</b>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions	7 443	1 900		9 343
- Installations techniques, matériel outillage industriels	871 546	63 617	356 933	578 230
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Total</b>	<b>878 989</b>	<b>65 517</b>	<b>356 933</b>	<b>587 573</b>
<b>Total général</b>	<b>1 001 364</b>	<b>65 517</b>	<b>356 933</b>	<b>709 948</b>

**Mouvements des immobilisations incorporelles**

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 122 375	+ 122 375	+
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotation de l'exercice		+	-
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 122 375	= 122 375	= 0

**Mouvements des immobilisations corporelles**

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 1 029 351	+ 878 989	+ 150 362
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 1 086 478		+ 1 086 478
Dotation de l'exercice		+ 65 517	- 65 517
Cessions ou mises hors service	- 356 933	- 356 933	-
Valeur en fin d'exercice	= 1 758 896	= 587 573	= 1 171 323

**Mouvements des immobilisations financières**

Désignation	Montant
Valeur au début de l'exercice	+ 276 469
Acquisitions	+ 513
Cessions, mises hors service, ou diminutions	- 145 653
Valeur en fin d'exercice	= 131 329

**Modes et durées d'amortissement**

Désignation	Modes	Durées
<u>Immobilisations incorporelles</u> - Frais d'établissement - Frais de recherche et de développement - Donations temporaires d'usufruit - Concessions, brevets et droits similaires - Autres immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 3 ans
<u>Immobilisations corporelles</u> - Terrains - Constructions - Installations techniques, matériels et outillages - Autres immobilisations corporelles <ul style="list-style-type: none"> <li>. Instal, agencements, aménagements divers</li> <li>. Matériel de transport</li> <li>. Matériel de bureau</li> <li>. Emballages récupérables, divers</li> </ul>	Non amortissable Linéaire Linéaire Linéaire	10 à 40 ans 3 à 10 ans 3 à 10 ans

**Echéances des immobilisations financières**

Désignation	Montant
Total des immobilisations financières	131 329
. à moins d'un an	5 819
. à plus d'un an	125 510

**Note 34 - Créances****Créances sur les formations facturées**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en fonction de l'antériorité des créances.

Le montant de la provision est de 85 418 € au 31 décembre 2024.

**Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires inclut les formations facturées à des employeurs, à des OPCO ou plus rarement directement à des étudiants. Le suivi des plannings des heures de formation est effectué via un logiciel dédié.

Les modalités de facturation définies par les financeurs, ainsi que la réalisation ou non des formations sont suivies mensuellement ce qui permet de s'assurer du correct rattachement de ces produits à la période appropriée, et du respect du principe de séparation des exercices

**Subventions d'exploitation**

Le montant de la subvention notifiée par la Région se chiffre à 3 021 517 euros pour l'année civile 2024 et est comptabilisé en subvention d'exploitation. Ce produit a été intégralement encaissé sur l'exercice.

**Note 36 - Comptes de régularisation actif****Détail des charges constatées d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	01/01/2025	31/12/2025	66 879		
Total			66 879		

**Note 40 - Fonds propres et réserves****Tableau de variation des fonds propres**

Postes	31/12/2023	affectation résultat	+	-	31/12/2024
Fonds associatif fi	268 002				268 002
Reserve statut.subv.dgas/dras 1991	335 388				335 388
Reserves reglementees fi	22 867				22 867
Reserve de compensation	233 932				233 932
Reserve issu ecart de reevaluation	454 762				454 762
Reserve pour investissement	389 451	559 853			949 304
Report à nouveau	0				0
Résultat	559 853	-559 853	18 508		18 508
<b>Total</b>	<b>2 264 255</b>	<b>0</b>	<b>18 508</b>	<b>0</b>	<b>2 282 763</b>

**Note 42 - Provisions pour risques et charges****Provision pour risques**

Il a été comptabilisé en 2022 une provision pour risque de 38 030 pour un litige avec l'organisme prenant en charge les formations, qui demande le remboursement de certaines formations prises en charge. Cette provision a été maintenue en 2023 et 2024 car litige toujours en cours.

Il est comptabilisé en 2024 une provision pour risque de 4 280 euros pour un litige avec un ancien salarié (formateur occasionnel).

Il est comptabilisé en 2024 une provision pour risque de 6 040 euros pour un litige avec un organisme concernant un dossier de financement d'une formation.

**Provision pour indemnité de départ à la retraite**

La provision pour indemnités de départ à la retraite est d'un montant de 509 058 € au 31 décembre 2024.

Sur la base des indemnités prévues par la convention collective, cette provision est déterminée en fonction de l'ancienneté des salariés, de la probabilité de leur présence au sein de l'association à leur âge de départ en retraite, d'un taux d'actualisation de 3.50 %, et d'un taux d'inflation des salaires de 3.50 %. Il a été considéré que le taux d'inflation des salaires correspondait au taux d'actualisation.

Il a été retenu 67 ans comme âge de départ à la retraite. Il a été retenu comme pourcentage de probabilité de rester dans l'entreprise : 100 % pour les salariés de plus de 55 ans, 95 % pour les salariés de 45 à 55 ans, 90 % pour les salariés de moins de 45 ans.

Les indemnités prévues selon l'ancienneté à l'âge de départ à la retraite sont de : 1 mois de salaire pour les salariés ayant entre 10 et 15 ans d'ancienneté, 3 mois de salaires pour ceux entre 15 et 25 ans d'ancienneté, 6 mois de salaires à partir de 25 ans d'ancienneté.



**Note 43 - Dettes****Mouvements des emprunts de l'exercice**

Désignation	Au début de l'exercice	Souscrits dans l'exercice	Remboursés dans l'exercice	A la fin de l'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	117 371		40 018	77 353
Emprunts divers				
<b>Total</b>	<b>117 371</b>		<b>40 018</b>	<b>77 353</b>

**Echéances des emprunts**

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etablissements de crédit	3 968	3 968		
Emprunts et dettes financières divers	77 353	40 251	37 102	
<b>Total</b>	<b>81 321</b>	<b>44 219</b>	<b>37 102</b>	

**Note 44 - Comptes de régularisation passif****Détail des produits constatés d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	01/01/2025	31/12/2025	75 419		
SUBVENTIONS D'AVANCE	01/01/2025	31/12/2025	33 862		
<b>Total</b>			<b>109 281</b>		

**Note 60 - Autres informations****Présentation budgétaire du résultat de l'exercice**

IRFASE - REALISE 2024 (présentation budgétaire)				
POSTES	Réalisé 2024	Budget 2024	Var.	
PRODUITS D'EXPLOITATION	5 591 094	5 314 254	276 841	5%
FOURNITURES, AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES, TAXE FONCIERE	1 299 850	1 298 704	1 145	0%
SALAIRES ET CHARGES SOCIALES ET FISCALES	4 022 114	4 027 677	- 5 563	0%
AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS	- 31 915	- 81 833	49 918	-61%
DOTATIONS ET REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	282 537	270 000	12 537	5%
<b>RESULTAT</b>	<b>18 508</b>	<b>- 200 295</b>	<b>218 803</b>	
Total des Produits	5 750 037	5 422 359	327 679	6%

Total des Charges net de reprises de provi.	5 731 529	5 622 654	108 876	2%
---	-----------	-----------	---------	----

### Résultat exceptionnel

Le résultat de l'année est impacté par certaines charges et produits exceptionnels, les principaux montants sont :

- 610 € de produits exceptionnels divers, dû principalement à une régularisations de cotisations retraite des années antérieures.
- 33 098 € de produits exceptionnel pour quote-part de subventions d'investissements.

### Nouveau cursus de formation depuis la fin d'année 2021

Un nouveau cursus de formation de niveau 7 a été mis en place depuis la fin d'année 2021, il s'agit de la formation DIREIS (Directrice/Directeur d'Etablissements de l'Intervention Sociale).

L'activité de cette filière se poursuit en partenariat avec l'institut Meslay.

### Ventilation du chiffre d'affaires de l'année 2024

FILIERES		SELECTIONS	DROITS D'INSCRIPTION	FORMATIONS	TOTAL
AS	Assistant de service Social	0 €	35 265 €	103 455 €	138 720 €
CS	Caférius - Chef de Service	0 €	18 800 €	212 042 €	230 842 €
EJE	Educateur de Jeunes Enfants	0 €	35 774 €	222 460 €	258 233 €
ES	Educateur Spécialisé	-90 €	124 593 €	1 127 364 €	1 251 867 €
ME	Moniteur Educateur	0 €	14 078 €	196 447 €	210 524 €
AES	Accompagnant éducatif et social	0 €	4 923 €	107 105 €	112 028 €
DIREIS	DIREIS (Directeur d'Etablissement de l'Intervention)	0 €	4 320 €	64 908 €	69 228 €
RLA	RLA (Responsable de structure du Logement Accon)	0 €	700 €	59 001 €	59 701 €
VAE	VAE	0 €	0 €	18 050 €	18 050 €
<b>Total revenus Hors Quota</b>		<b>-90 €</b>	<b>238 452 €</b>	<b>2 110 833 €</b>	<b>2 349 195 €</b>
Collecte Taxe d'apprentissage					8 224 €
Formation intra/Inter					47 536 €
Prestations R&D et autres					66 823 €
<b>Total chiffre d'affaires</b>					<b>2 471 777 €</b>

### Contribution bénévole

Il n'y a pas de contribution bénévole à chiffrer au cas particulier de l'association IRFASE.

### Engagements financiers hors bilan

Intérêts restant à verser sur emprunt auprès de la Société Générale (compte 168100) : 1 786 euros.

### Dettes

Le poste "emprunts auprès des établissements de crédit" ne concerne que le prêt garanti par l'Etat, d'un montant à l'origine de 200 000 euros.

## Fonds social étudiants (FSE)

Nous constatons depuis plusieurs années une augmentation des étudiants en situation précaire. Avec le soutien de la Région Île-de-France, nous avons mis en place plusieurs actions (permanence d'une assistante sociale, aide juridique...) pour accompagner et aider les étudiants en difficulté afin de limiter les abandons.

En lien avec l'assistante sociale, nous pouvons accorder une aide financière ponctuelle issue de notre Fond Social Étudiant. Ce fond est constitué des encaissements issus des produits de formation demeurant au crédit de nos comptes clients depuis plus de trois années après la fin de formation.

Prenons l'exemple d'un étudiant avec employeur sur une formation de trois ans. Il entre à l'IRFASE en 2020 pour finir sa formation en 2023. Si un trop perçu est constaté en première année, la somme sera basculée dans le compte du FSE trois ans après la fin de formation, soit en 2026. Si une somme est trop perçue sur la troisième année, en 2023, elle sera également imputée sur le FSE en 2026.

## Modification de calcul des factures à établir (FAE) et produits constatés d'avance (PCA)

A l'origine, l'IRFASE facturait les frais de formation des hors quota au réel des heures effectuées. Un étudiant avec employeur ayant effectué 92 heures de formation théorique à l'IRFASE sur le mois, se voyait établir une facture pour 92 heures à destination de l'employeur.

Face aux difficultés de trésorerie rencontrées il y a plusieurs années, la procédure de facturation a été modifiée en passant au forfait. Le coût de formation était ainsi lissé sur le cursus. Cette méthode a permis une meilleure anticipation et maîtrise des flux de trésorerie, tant pour l'IRFASE que pour les employeurs.

Malgré cette évolution sur la partie facturation, le calcul des FAE et PCA restait inchangé, en comparant les factures établies avec les heures effectuées. Afin d'ajuster nos FAE et PCA au nouveau rythme de facturation, nous avons changé la manière dont nous abordons notre évaluation.

### Pour les employeurs facturés au forfait (changement de calcul)

Les FAE et PCA sont calculés en fonction de l'échéancier prévu.

### Pour les CPF et VAE (méthode inchangée)

Malgré une facturation totale en fin de formation, la régularisation en fin de cursus en fonction des absences et du volume d'heure réellement fait est appliquée. Le calcul des FAE et PCA reste effectué par rapport aux volumes horaires réalisés.

### Pour les OPCO (méthode inchangée)

À la suite de leur demande, nous devons dorénavant facturer l'intégralité de la formation dès l'entrée de l'étudiant, que la formation soit sur 1 an, 2 ou 3 ans. La régularisation des absences est faite en fin de formation. Les FAE et PCA sont évalués au réel pour s'approcher d'une clôture de formation.

## Détail des charges à payer

Désignation	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	30 775
PROVISION CONGES PAYES	49 063
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL A PAYER	7 881
PROVISION CHARGES POUR CONGES PAYES	20 827
PROVISION CHARGES/AUTRES CH.PERSONNEL	4 256
ETAT CHARGES A PAYER	6 534
INTERETS COURUS A PAYER	221
<b>Total</b>	<b>119 557</b>

**Détail des produits à recevoir**

Désignation	Montant
FOURNISSEURS AVOIRS NON RECUS	53 288
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	124 065
FINANCEMENT A RECEVOIR FORMATION	2 432
ETAT PRODUITS A RECEVOIR	1 500
INTERETS COURUS A RECEVOIR	2 244
<b>Total</b>	<b>183 529</b>

**Effectifs**

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	36	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	12	
Ouvriers		
<b>Total</b>	<b>48</b>	

**Echéance des créances**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts	119 564	5 819	113 745
Autres immobilisations financières	11 765		11 765
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	999 115	913 697	85 418
Autres créances	742 996	742 996	
<b>Totaux</b>	<b>1 873 440</b>	<b>1 662 512</b>	<b>210 928</b>

**Echéance des dettes**

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits	3 968	3 968		
Emprunts et dettes financières divers	77 353	40 251	37 102	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	185 624	185 624		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	381 387	381 387		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	51 448	51 448		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	109 281	109 281		
<b>Total</b>	<b>809 061</b>	<b>771 959</b>	<b>37 102</b>	

**Provisions et dépréciations**

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'ex.	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges		914 146	315 068	71 806	1 157 408
Dépréciation	Sur immobilisations				
	Sur stocks et en cours				
	Sur usagers et comptes rattachés	78 562	6 856		85 418
	Sur comptes financiers				
Autres dépréciations					